

*L'Adresse—Le très hon. John Turner*

raient le risque de perdre leur emploi du fait de la «rationalisation» des entreprises américaines. Le premier ministre a dit que ce ne serait pas un problème, parce que son gouvernement présenterait des programmes d'ajustement. Nous nous en souvenons tous.

Nous avons maintenant le rapport tant attendu de la commission de Grandpré, nommée par le gouvernement. M. de Grandpré et ses collègues nous disent qu'il est impossible d'avoir des programmes d'ajustement orientés vers les seules victimes de l'accord de libre-échange. La raison, selon eux, de l'impossibilité de créer des programmes particuliers pour atténuer les difficultés, c'est que les conséquences de l'accord de libre-échange sont trop vastes et trop variées. Une fois de plus, ou bien le premier ministre ne savait pas ce qu'il disait ou bien il ne voulait pas que la réalité gêne son histoire pendant la campagne électorale.

C'est maintenant le devoir du premier ministre et de son gouvernement de donner aux travailleurs canadiens des programmes d'ajustement adéquats. De notre côté, nous insisterons pour avoir des programmes raisonnables, orientés vers les travailleurs qui paieront pour l'accord du premier ministre, parce qu'ils perdront leur emploi et connaîtront l'insécurité financière et le bouleversement social.

Nous serons également très vigilants pendant les cinq à sept années de négociation sur la définition d'une «subvention». Ce sont des négociations particulièrement critiques pour nous, car elles définiront ce que les futurs gouvernements canadiens pourront ou ne pourront pas faire pour les particuliers et les régions défavorisées de ce pays. Le Canada a accepté de négocier, au cours des cinq à sept prochaines années, ce qu'est une subvention admissible. Les vraies négociations sont maintenant en cours. Le gouvernement a signé un accord avec les États-Unis avant que toutes ses conditions ne soient négociées et approuvées. C'est un peu comme signer un contrat de vente de votre maison avant de vous être entendus sur ses clauses. Les Américains ont vigoureusement mis de l'avant leurs objectifs en vue de ces négociations. Ces objectifs comprennent l'élimination de l'exemption concernant la culture, la suppression de tout contrôle de l'investissement, une définition des subventions injustes qui inclurait tout gouvernement, loi, règlement ou pratique qui «a un effet néfaste sur le commerce ou les producteurs américains».

• (1550)

C'est là une question vitale pour le Canada. Il nous faudra en effet au cours des prochaines années mener des négociations sur la définition des subventions. Pourtant,

on ne trouve aucune mention de ces négociations dans le discours du Trône.

[Français]

Qui va négocier pour nous? Est-ce que les provinces seront impliquées? Est-ce que pour nous, députés de la Chambre des communes, après tout représentants du peuple, serons informés de tous les éléments de ces négociations? Le premier ministre a pris un engagement solennel que nos programmes sociaux et de développement régional ne seront jamais touchés, mais nous connaissons bien cette chanson, nous l'avons souvent entendue, cette chanson. Nous l'avons aussi entendu décrire nos programmes sociaux comme sacrés, mais cela ne l'a pourtant pas empêché d'essayer de désindexer les pensions de nos personnes âgées. Et maintenant, la menace est plus grande car les amis du premier ministre, les hommes d'affaires, réclament déjà des coupures dans nos programmes sociaux. C'est incroyable la différence que font quelques mois dans le vocabulaire conservateur. Pendant la récente campagne, les programmes sociaux étaient encore une fois devenus intouchables et sacrés. A Québec, prenant sa propre maman à témoin, le premier ministre a dit, et je cite:

Pourquoi est-ce que je voudrais faire du mal à ma mère?

De même, en public, les hommes d'affaires proclamaient que l'entente Mulroney n'avait rien à voir et n'aura aucun impact sur les programmes sociaux.

Mais, même avant ces élections, en lisant le bulletin du Conseil du patronat, dans son édition de septembre, nous avons découvert le pot aux roses. Là, en noir sur blanc, le Conseil soutient que: Pour rester concurrentiel avec les États-Unis, avec leurs adversaires américains, les entrepreneurs québécois doivent maintenant être exemptés du financement de certains programmes d'assurance-santé.

Plus récemment encore, le président de l'Association des manufacturiers, M. Laurent Thibault, veut que le gouvernement réduise le déficit en coupant certains programmes sociaux car, dit-il, et je le cite:

Il mine notre capacité d'effectuer la transition vers le libre-échange.

La Chambre de commerce du Canada chante la même rengaine. Les pressions contre nos programmes sociaux n'ont pas besoin de venir des États-Unis. Les amis du premier ministre s'en chargent très bien eux-mêmes.

[Traduction]

La question du commerce sera une hantise pour ce Parlement et notre pays. A cause de ces préoccupations, les fusions se multiplient, nos entreprises tombent aux mains des Américains. J'ai entendu les arguments invoqués—synergisme, plus grande efficacité, productivité accrue—mais même si les Japonais nous ont pavé la voie et nous ont montré qu'il fallait des groupes de prise de